

SOCIALISME

Charles Péguy fut passionnément socialiste. Puis, dès 1900, il prit ses distances avec les organisations socialistes avant de le faire après 1905 avec la Section française de l'Internationale socialiste (SFIO) en laquelle toutes ces organisations s'étaient rassemblées en dépit de leurs divergences. Jusqu'à la fin de sa vie, il proclame n'avoir pas changé, l'idéal socialiste s'étant, pour lui, dévoyé, la *mystique* socialiste s'étant perdue dans la *politique* socialiste, pour reprendre la célèbre distinction de *Notre jeunesse*.

Entré à l'École normale supérieure, il affirme en mai 1895 : « Je me suis officiellement classé avec les socialistes. » Il fait preuve d'un constant activisme et soutient les grévistes de Carmaux. Son admiration pour Jaurès est sans borne. Il collabore à *La Revue socialiste* où il publie en 1897 un manifeste intitulé *De la Cité socialiste*, qui paraîtra sous forme de brochure, et qui est une sorte de vulgate marxiste. Géraldi Leroy écrit qu'il s'agit d'un « ensemble de lieux communs doctrinaux » : « Les moyens de production seront nationalisés » ; la « nouvelle organisation » induira la « suppression des effets néfastes de la concurrence » et allégera le « travail revenant à chacun par la suppression de l'oisiveté¹ ».

Dans un autre registre, Péguy dédie *Jeanne d'Arc*, qu'il est revenu écrire à Orléans et qui paraît en 1897, à tous ceux qui « seront morts de leur mort humaine pour l'établissement de la République socialiste universelle ». À Orléans, Péguy anime un groupe socialiste dénommé « groupe d'études sociales » qui se réunit dans la cave du café de la Demi-Lune, près de la Loire.

Au grand dam de sa famille, et tout particulièrement de sa

1. Géraldi Leroy, *Charles Péguy. L'inclassable*, Paris, Armand Colin, 2014, p. 66.

mère, il renonce à une carrière de fonctionnaire, d'universitaire, pour créer, avec le financement apporté par la dot de sa femme, une librairie socialiste qui ouvre le 1^{er} mai 1898 à Paris.

Mais il commence à déchanter lorsqu'il constate les manœuvres qui sont initiées en particulier par les guesdistes – et jusqu'à Orléans – pour l'empêcher d'être délégué au congrès socialiste qui aura lieu en décembre 1899 à la salle Japy. Il parvient quand même à être désigné délégué. Là, il est littéralement écœuré par la création d'un « comité général permanent » rassemblant les organisations socialistes, dont les décisions s'imposeraient au groupe parlementaire et qui contrôlerait étroitement la presse socialiste. Il s'écriera : « Ils ont supprimé la liberté de la presse ! Ils ont supprimé la liberté de tribune ! – car la presse est la tribune la plus ouverte, la tribune de ceux qui ne sont pas députés, de ceux qui ne sont pas délégués » (*OPC*, I, p. 347).

C'est alors qu'il décide de créer les *Cahiers de la Quinzaine*, dont le premier numéro paraît en janvier 1900 : « Quand en 1899, je sortis écrasé du congrès de Paris, du premier congrès national écœuré du mensonge et de l'injustice nouvelle qui s'imposait au nom d'un parti nouveau, la résolution me vint en un coup de révolte spontané, de publier ce que mes amis sentaient, pensaient, voulaient, croyaient, savaient » (*OPC*, I, p. 667).

Les *Cahiers de la Quinzaine* s'ouvrent par la célèbre *Lettre du provincial* par laquelle Péguy affirme son programme : « Dire la vérité, toute la vérité, dire bêtement la vérité bête, ennuyeusement la vérité ennuyeuse, tristement la vérité triste » (*OPC*, I, p. 291).

À partir de là, le fossé se creusera. Les *Cahiers* en porteront témoignage, parution après parution. Péguy fait des *Cahiers* l'expression du dreyfusisme au nom précisément de la vérité qui doit primer tout. Et au-delà, il dénoncera, en 1910, dans *Notre jeunesse*, ce qu'il estime être un insupportable affadissement – en fait une trahison – de l'état d'esprit qui animait les dreyfusards à l'origine. Jaurès est rangé parmi ceux qui sont ainsi accusés.

Les motifs de rupture

Très tôt, Péguy s'en prend à Jules Guesde et au guesdisme dont il dénonce l'esprit doctrinaire et aussi le refus de s'engager dans l'Affaire au motif que cette question ne concernait pas la classe ouvrière. Péguy dénonce l'antisémitisme qui accompagne cette position. Il écrit : « J'ai trouvé le guesdisme dans le socialisme comme j'ai trouvé le jésuitisme dans le catholicisme » (*OPC*, I, p. 336). Un autre motif de rupture fut le combisme, l'anticléricalisme et un positivisme auquel Péguy était foncièrement opposé. À cela s'ajoutait le fait qu'au congrès d'Amsterdam en 1904 – avant l'unification de 1905 –, les socialistes français avaient approuvé les conclusions du congrès de Dresde du parti social-démocrate allemand qui avait adopté une doctrine strictement marxiste. Or, Géraldi Leroy a, à juste titre, mis l'accent sur « l'inspiration libertaire » de Péguy qui se réfère au « courant antiétatique, anticentralisateur, antiautoritaire, antipolitique, impulsé à l'origine par Bakounine et Proudhon » et « relayé par Fernand Pelloutier¹ ».

Si Péguy se proclame toujours « socialiste », il est « en marge du socialisme officiel² ».

« *Très tôt, Péguy s'en prend à Jules Guesde et au guesdisme* » Contre le nationalisme, il se veut « internationaliste ». Il s'oppose vivement au « syndicalisme révolutionnaire » soutenu par nombre de socialistes, en lequel il voit une forme de sabotage. Il y voit une atteinte au travail, valeur forte, fondatrice. Il pourfend « cet admirable mécanisme de la grève moderne à jet continu, qui fait toujours monter les salaires d'un tiers, et le prix de la vie d'une bonne moitié, et la misère de la différence » (*OPC*, III, p. 800). Il conclut en 1908 : « Nous avons vu ce malheureux socialisme descendre de chute en chute par une infinité d'exemples de chutes » (*OPC*, II, p. 927). Et il ajoute en 1913 que le socialisme a dégénéré en « une excitation des instincts bourgeois » (*OPC*, III, p. 944).

1. Géraldi Leroy, *op. cit.*, p. 118 et suiv. et p. 185.

2. *Ibid.*, p. 176.

Le couperet de la guerre

Mais la chute finale, pour Péguy, se fera sur la double question du patriotisme et de la préparation de la guerre. Pour lui, la guerre est imminente. C'est un devoir impérieux pour la France que de s'y préparer. La question du socialisme est reportée à plus tard. Or justement, nombre de socialistes ne partagent pas cette vision. Ils plaident pour la recherche d'une entente franco-allemande lors de leur congrès de Brest en 1913. Ils récusent l'allongement du service militaire à trois ans. Ils plaident pour une grève générale concertée en France et en Allemagne. Péguy voit en ces positions autant de trahisons par rapport aux urgences du moment.

Il affirme pourtant hautement dans *Notre jeunesse* : « Nous ne renierons jamais un atome de notre passé » (*OPC*, III, p. 549). Pour lui, c'est le « socialisme officiel » qui a trahi. Et il faut attendre le 3 août 1914 pour qu'il constate le ralliement du Parti socialiste à la défense nationale et écrive dans une lettre que cela le « comble de joie¹ ». En 1913, Péguy déjà revenait sur son premier socialisme : « J'avais vingt ans. J'étais socialiste en pied. Je voudrais bien être dans l'état de pureté que j'étais alors. »

Jean-Pierre Sueur

► « Intellectuel », « République », « Révolution ».